

École d'été du **CIÉRA**

Droits et enjeux internationaux
des **peuples autochtones**



13 au 23 juin 2022

Formateurs et formatrices



Faculté de droit

SEMAINE 1

13 JUIN	8h30	Allocations d'ouverture
	AM	Structure et mécanismes : Système de protection des droits des Peuples autochtones au sein des Nations Unies: Mariam Wallet Aboubakrine et Karine Gentelet
	PM	Enjeux de coopération relatifs aux droits des Peuples autochtones Dimitri Della Faille et Alexandre Sommer-Schaechtelé
14 JUIN	AM	La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) Marjolaine Étienne et Karine Gentelet
	PM	Représentations autochtones, revendications et traités modernes Hélène Boivin et Alexis Wawanoloath
15 JUIN	AM	Colonisation et usurpation des territoires Marie-Claude André-Grégoire et Nicolas Houde
	PM	Instruments d'assimilation (Canada) Luc Lainé et Marie-Pierre Bousquet
16 JUIN	AM	Droit constitutionnel canadien et droit international des peuples autochtones Geneviève Motard et Doris Farget
	PM	Violations documentées des droits des Autochtones : rapports et appels à l'action Alexandre Bacon et Sébastien Brodeur-Girard
17 JUIN	AM	Enjeux de protection des droits en matière de justice Cyndy Wylde et Mylène Jaccoud
	PM	Enjeux du numérique Nancy Gros-Louis McHugh et Karine Gentelet
18 JUIN	AM	Enjeux de protection des territoires, environnement et ressources naturelles Maurice J. Kistabish et Gonzalo Bustamante
	PM	Accès et droits à la santé et mieux-être Jessie Messier et Jean-Denis Gill

SEMAINE 2

20 JUIN	AM	Enjeux de protection des droits des femmes autochtones Suzy Basile et Viviane Michel
	PM	Enjeux liés à l'enfance et famille Sipi Flamand et Marie-Ève Vollant
21 JUIN	AM	Préservation des langues autochtones Nancy Wiscutie-Crépeau et Şükran Tipi
	PM	Droits et accès à l'éducation Jo Anni Joncas et Julie Rock
22 JUIN	AM	Enjeux des droits des personnes autochtones en milieu urbain Widia Larivière et Edith Cloutier
	PM	Pratiques culturelles et spirituelles Eruoma Awashish et Laurent Jérôme
23 JUIN	AM	Le concept de génocide appliqué aux contextes des Peuples autochtones Fannie Lafontaine et Marjolaine Etienne
	PM	Panel de clôture : Leadership autochtone : dialogue à l'international Ouvert au public
24 JUIN		<i>Formation sur le mécanisme d'experts des droits des Peuples autochtones des Nations Unies</i> <i>Sur inscription</i>

Structures et mécanismes : système de protection des droits des Peuples autochtones au sein des Nations Unies



Mariam Wallet Aboubakrine

Dr [Mariam Wallet Mohamed Aboubakrine](#) est une femme Welt Tamasheq (Touareg) de Tombouctou, au Mali. Elle a une formation multidisciplinaire: en médecine (Université de Tizi-Ouzou, Algérie), études humanitaires (Université de Genève) et en éducation (Université d'Ottawa). Elle est l'ancienne présidente (2016-18) de l'Instance permanente des Nations Unies sur Questions autochtones (UNPFII), un organe consultatif auprès du Conseil économique et social (ECOSOC). Actuellement, Mariam est l'une des 6 co-chercheuses principales du projet de recherche global [«OOoE+ Ärramät](#).

Karine Gentelet

Karine Gentelet est chercheuse associée au Centre de recherche en droit, technologie et société et professeure agrégée au Département des sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais. Elle est également titulaire de la Chaire de recherche sur l'intelligence artificielle et la justice sociale, École Normale Supérieure-Abeonas-OBVIA. Ces intérêts de recherche et les publications portent sur la reconnaissance des droits des Peuples autochtones, l'usage de la technologie numérique et l'intelligence artificielle au service de la justice sociale, l'éthique de la recherche en contexte autochtone et la responsabilité sociale des chercheurs. Karine Gentelet est chercheure au Centre interuniversitaire de recherche et d'études autochtones (CIERA), au Laboratoire de cyberjustice au sein duquel elle dirige un projet de recherche sur l'autonomisation par l'intelligence artificielle des populations marginalisées. Elle est également chercheure au sein de l'Observatoire international des impacts sociétaux de l'intelligence artificielle et du numérique (OBVIA).



Enjeux de coopération relatifs aux droits des peuples autochtones



Dimitri Della Faille

Dimitri détient un Doctorat en sociologie (PhD) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Il est professeur en développement international à l'Université du Québec en Outaouais (UQO) depuis 2009. En tant que chercheur et enseignant, il se consacre particulièrement à l'étude des liens entre les théories des problèmes

sociaux, de la déviance et du contrôle social avec les dynamiques et la géopolitique internationales. Dans ces mêmes perspectives, il s'intéresse aussi aux questions de culture et de genre. Il est directeur du pôle UQO du Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIÉRA).

Alexandre Sommer-Schaechtelé

Alexandre Sommer-Schaechtelé est un autochtone âgé de 35 ans appartenant à la nation Kali'na T+leuyu, l'une des six Nations autochtones de Guyane française. Alexandre a étudié en France à l'Université de Nice Sophia Antipolis, où il a obtenu son Master de droit des affaires, avant de se spécialiser dans les droits humains.



Grâce à ses compétences, Alexandre intègre l'Organisation des Nations Autochtones de Guyane (ONAG) en 2014, dans laquelle il occupe le poste de vice-président. Créée en 2010, cette organisation s'implique dans la promotion et la défense des droits des six nations autochtones de Guyane française : Kali'na T+leuyu, Lokono, Teko, Wayana, Wayampi, Pahykweneh. Alexandre a notamment travaillé sur les questions du droit à la terre, sur la lutte contre l'exploitation minière et la pollution des lieux de vie autochtones, ainsi que sur le rapprochement des peuples autochtones de Guyane avec ceux du Canada et du Brésil. En 2018, Alexandre est sélectionné pour suivre le programme de formation du Haut-Commissariat des droits de l'Homme à Genève où il se spécialise sur les mécanismes des Nations Unies et les droits des peuples autochtones. Il transmet son savoir lors de conférences en France et à l'étranger.

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP)



Marjolaine Étienne

Marjolaine Étienne, Innue de Mashteuiatsh et collaboratrice du CIÉRA-UQO vient d'être nommée représentante des peuples autochtones du Canada auprès du Secrétariat général de l'Organisation des Nations unies. Elle devient ainsi membre du Conseil consultatif des administrateurs du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones. Elle est nouvellement élue présidente de Femmes autochtones du Québec (FAQ). Formée en sciences humaines et en travail communautaire de l'Université du Québec à Chicoutimi, Mme Étienne possède une riche expérience professionnelle avec plus de 15 ans de vie politique et tout autant en intervention et développement communautaire au sein de la Première Nation Innue de Mashteuiatsh. Entre 2003 et 2010, elle a été tour à tour élue membre du Conseil des Montagnais du Lac St-Jean, puis conseillère et vice-chef aux Relations extérieures. Préoccupée de faire entendre la voix des femmes élues autochtones au sein de l'Assemblée des Premières Nations du Québec-Labrador, elle a mis sur un pied un groupe de travail visant à leur apporter du soutien et de la formation.

Avec Karine Gentelet (p. 1)

Représentations autochtones, revendications et traités modernes

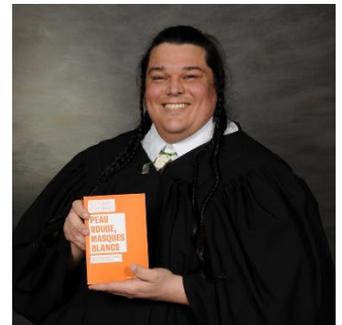


Hélène Boivin

Mme Hélène Boivin est membre de la Première Nation des Pekuakamiulnuatsh (Montagnais du Lac-St-Jean). Elle a fait ses études en Sciences Sociales à l'U.Q.A.C. Elle a œuvré dans plusieurs domaines en milieu autochtone notamment : la santé mentale, la culture, la muséologie, les arts, l'emploi, l'environnement, le développement économique et la politique. À l'emploi de Pekuakamiulnuatsh Takuhikan depuis 1995, elle occupe présentement le poste de coordonnatrice aux relations gouvernementales et stratégiques. Dans le cadre de ses fonctions, elle coordonne notamment le comité de coordination des projets de recherche depuis 2017. Elle est depuis le 25 mai 2019 présidente de la Commission Tipelimitishun, commission chargée de consulter les Pekuakamiulnuatsh sur le contenu d'un projet de constitution, de rédiger un projet et de le soumettre en référendum. Très impliquée dans son milieu, elle a fait partie de plusieurs associations dont la dernière est l'association du Parc Sacré. Elle a contribué à la publication du recueil : *Savoirs des Pekuakamiulnuatsh sur les plantes médicinales* avec le soutien de Forêt modèle du Saguenay Lac-Jean paru en 2015.

Alexis Wawanoloath

Alexis Wawanoloath est un juriste né le 9 juillet 1982 à Val-d'Or au Québec, premier autochtone élu depuis l'obtention du droit de vote des Premières Nations en 1969 et deuxième autochtone québécois à siéger à son parlement. Avant la politique il a travaillé en éducation auprès d'enfants autochtones d'âge préscolaire et primaire. Il a aussi été conseiller au conseil des Abénakis d'Odanak et directeur du développement des ressources humaines pour les Anishnabek de Lac-Simon. Aujourd'hui, après un baccalauréat en droit, un J.D. et l'école du barreau, il est maintenant avocat en droit des peuples autochtones chez Neashish & Champoux s.e.n.c. Me Wawanoloath s'intéresse aussi au monde des communications, il est collaborateur à Noovo Le Fil et co-anime l'émission de radio hebdomadaire Kwé-Bonjour au Canal M.



Colonisation et usurpation des territoires



Marie-Claude André-Grégoire

Marie-Claude André-Grégoire est une innue de la communauté de Uashat mak Mani-utenam. Elle s'est jointe à l'étude O'Reilly & Associés, tout d'abord comme étudiante et stagiaire, et à titre d'avocate depuis décembre 2014. Elle est maintenant associée au sein de l'étude O'Reilly, André-Grégoire & Associés S.E.N.C. Elle pratique en droit autochtone, en droit constitutionnel et en droit environnemental. Elle se spécialise plus particulièrement dans l'autodétermination des communautés autochtones et le respect de leurs droits ancestraux, y compris le titre ancestral. Elle a été notamment impliquée dans des procédures entreprises par des communautés autochtones visant des compagnies privées ou des gouvernements et dans des procédures d'infractions pénales statutaires. Elle possède de l'expérience en litige et en rédaction et dépôt de mémoire à la Cour fédérale, à la Cour d'appel fédérale, à la Cour supérieure, à la Cour d'appel du Québec ainsi qu'à la Cour suprême du Canada. Dans sa volonté de sensibiliser la population aux enjeux autochtones, elle a notamment écrit des chroniques à Radio-Canada – Espace autochtone afin d'expliquer la Loi sur les Indiens et de sensibiliser la population sur les conséquences de cette loi. Elle est également co-présidente du Conseil d'administration du Centre de justice des Premiers peuples de Montréal.

Nicolas Houde

Nicolas Houde est géographe de formation et professeur au département de science politique de l'UQAM depuis 2011. Membre du GRIAAC (Groupe de recherche interdisciplinaire sur les affirmations autochtones contemporaines), ainsi que de l'antenne montréalaise du CIERA (Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones), ses recherches portent sur la négociation d'ententes de cogestion territoriale entre les Autochtones et les états, ainsi que sur les aires protégées gérées par les Autochtones. Ses recherches l'amènent à développer de nombreux partenariats de recherche avec les communautés autochtones, notamment le Conseil de la Nation Atimamekw, avec lequel il collabore depuis près de 20 ans, Wemotaci et Manawan (aires protégées autochtones) et Mashteuiatsh (projet de constitution).



Instruments d'assimilation (Canada)



Luc Lainé

Luc Lainé est membre de la nation Huronne Wendat et un ex-Chef délégué du Conseil de sa Première Nation. Il a complété en 1978 un baccalauréat en Sociologie et une mineure en droit des affaires à l'Université Laval de Québec. Au cours des trente dernières années, il a participé à de nombreuses activités professionnelles au sein du gouvernement fédéral, d'organisations autochtones nationales et du secteur privé. La majorité de ses activités ont été menées en milieu autochtone. Il a toujours fait preuve de curiosité afin de bien comprendre les enjeux intéressants les peuples autochtones du Canada entier et agit avec grand respect dans ses relations avec eux. Sa grande capacité d'écoute et son sens inné de la diplomatie ont souvent été signalés autant par ses collègues que par ses vis-à-vis. Au cours de ses nombreuses années, il a siégé bénévolement à titre de directeur au sein de nombreux Conseils d'administration; une participation qui lui a permis d'élargir ses perspectives, de mieux comprendre certaines problématiques et de contribuer à la recherche de solutions pratiques.

Marie-Pierre Bousquet

Marie-Pierre Bousquet est directrice du programme en études autochtones de l'Université de Montréal et professeure titulaire au département d'anthropologie. Elle s'est spécialisée dans l'étude ethnohistorique et ethnologique des sociétés algonquiennes du Québec, en particulier du peuple anicinabe. Ses intérêts de recherche sont variés : croyances religieuses et spiritualité, ontologies et valeurs sociales, alcool et désintoxication, construction de la féminité et de la masculinité, stéréotypes, relations entre les générations, écriture de l'histoire orale, colonialisme bureaucratique, pensionnats indiens et leurs conséquences, etc. Elle est coéditrice de deux ouvrages collectifs : *Dynamiques religieuses des autochtones des Amériques/Religious Dynamics of Indigenous People of the Americas*, paru chez Karthala en 2012; et *La blessure qui dormait à poings fermés. L'héritage des pensionnats autochtones au Québec*, paru en 2019 aux Éditions Recherches amérindiennes au Québec. Elle est aussi l'auteure du livre *Les Anicinabek, du bois à l'asphalte, Le déracinement des Algonquins du Québec*, paru en 2016 aux Éditions du Quartz, et de nombreux articles et chapitres de livre.



Droit constitutionnel canadien et droit international des peuples autochtones (Canada)



Geneviève Motard

Geneviève Motard, LL.B (Montréal, 2000), LL.M. (Laval, 2008), LL.D. (Laval, 2013) enseigne le droit constitutionnel et les droits des peuples autochtones à la Faculté de droit de l'Université Laval depuis 2009. Ses recherches portent sur les droits politiques et territoriaux des peuples autochtones et les interactions entre les ordres juridiques autochtones et étatiques. Elle est membre du Groupe de recherche sur les sociétés plurinationales (GRSP). Elle est aussi membre du Centre pour la conservation et le développement autochtones alternatifs (CICADA) (axe Droits des peuples autochtones et interlégalités) et du Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIÉRA), dont elle assume la direction depuis septembre 2020. Ses plus récentes recherches s'intéressent à la question du constitutionnalisme autochtone.

Doris Farget

Doris Farget est professeure au Département des sciences juridiques de l'UQAM. Elle a complété sa thèse de doctorat en 2010, sous la direction de Jean-François Gaudreault-Desbiens, de l'Université de Montréal, et de Guy Scoffoni, de l'Université Aix-Marseille. Sa thèse de doctorat s'intitulait « Le droit au respect des modes de vie minoritaires et autochtones dans les contentieux internationaux des droits humains ». Elle a ensuite effectué un stage postdoctoral à la Section de droit civil de l'Université d'Ottawa ainsi qu'un stage postdoctoral au Département d'anthropologie de l'Université McGill. Elle est affiliée au Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIÉRA) depuis 2017.



Violations documentées des droits des Autochtones : rapports et appels à l'action (Canada)



Alexandre Bacon

Innu de Mashteuiatsh, Alexandre Bacon a travaillé comme conseiller stratégique auprès de plusieurs organisations, plus particulièrement dans le domaine de la gouvernance. Il agit souvent à titre de facilitateur dans les rencontres réunissant Premières Nations et organisations canadiennes et offre régulièrement plusieurs formations portant sur l'histoire et les réalités sociales et politiques actuelles. Ses formations visent à outiller concrètement les individus qui souhaitent aller plus loin dans leur compréhension des enjeux et dans la justesse de leurs interventions.

Sébastien Brodeur-Girard

Sébastien Brodeur-Girard est membre du Barreau du Québec et professeur à l'École d'études autochtones de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), où il enseigne notamment le droit des peuples autochtones. Outre ses études en droit, il possède un doctorat en histoire de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris, domaine dans lequel il a œuvré pendant plusieurs années. Il est ainsi l'auteur de plusieurs ouvrages de vulgarisation historique, de manuels scolaires et de matériel pédagogique. Il a également participé en tant que codirecteur de la recherche aux travaux de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics : écoute, réconciliation et progrès (Commission Viens).



Enjeux de protection des droits en matière de justice



Cyndy Wylde

Originaire de la communauté Pikogan, située dans le nord-est de l'Abitibi-Témiscamingue, Cyndy est Anicinape et Atikamekw. Elle a étudié la criminologie, la toxicomanie, la santé mentale et elle s'intéresse aux enjeux et réalités des peuples autochtones. Pendant plus de 25 ans, elle a évolué professionnellement sur différents postes au Service correctionnel du Canada; plus précisément dans les Initiatives autochtones. Ce bagage professionnel l'a amenée à être membre de l'équipe de recherche de la Commission d'enquête sur les relations entre les autochtones; écoute, réconciliation et progrès (CERP), à titre d'experte pour le service public des Services correctionnels du Québec. Ses recherches sont d'ailleurs orientées vers la surreprésentation des autochtones dans le système correctionnel au Québec. Sa thèse est consacrée à la surreprésentation carcérale des femmes Premières Nations. Par ailleurs, Cyndy a également été conseillère politique auprès de l'Assemblée des Premières Nations du Québec-Labrador (APNQL) et continue différents mandats à titre de consultante sur des enjeux autochtones. Depuis juillet 2021, elle est professeure à l'École de Service social de l'Université d'Ottawa. Parcours atypique, mais qui s'est avéré une force dans sa carrière. Toutes ses expériences professionnelles ont pour dénominateur commun l'objectif de travailler auprès et pour les Premières Nations.

Mylène Jaccoud

Je suis professeure titulaire à l'École de criminologie, chercheure associée au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal et membre du CIERA (Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones). Mes deux principaux secteurs de recherche portent sur les politiques et les pratiques alternatives en matière de justice pénale (médiation et justice réparatrice) ainsi que sur l'analyse des rapports entre l'administration de la justice pénale et les Premières Nations et les Inuit au Québec.



Enjeux du numérique



Nancy Gros-Louis McHugh

Huron-Wendat de Wendake, Nancy Gros-Louis McHugh est diplômée en communication de l'Université Laval. Après avoir obtenu son diplôme, elle a poursuivi ses études aux États-Unis. Nancy travaille pour la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL), où elle est gestionnaire du département de la recherche et responsable d'une équipe multidisciplinaire. Elle a contribué à plusieurs projets de recherche communautaire sur différentes thématiques liées au mieux-être. Nancy a participé activement à l'élaboration du Protocole de recherche des Premières Nations du Québec et du Labrador (2005/2014). Elle est co-auteure de la Trousse d'outils sur les principes de recherche en contexte autochtone et a participé à la fondation du Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations.

Avec Karine Gentelet (p. 1)

Enjeux de protection des territoires, environnement et ressources naturelles



Maurice J. Kistabish

Maurice J. Kistabish est originaire de Pikogan, une communauté autochtone enclavée dans la ville d'Amos. Celui qui a agi en tant que négociateur pour représenter les Premières Nations, entre autres auprès d'une compagnie d'exploitation forestière, a déposé, à la fin avril, son mémoire de maîtrise à l'École d'études autochtones de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT). L'Indice bohémien a discuté avec lui de ses travaux et de reconnaissance des droits et du territoire des Premières Nations. Parallèlement à ses études, M. Kistabish s'engage activement auprès de sa communauté et de sa nation. Il a exécuté entre autres des travaux de recherche pour le Conseil tribal de la nation algonquine afin d'en savoir plus sur le type de gouvernance et de citoyenneté qui existait dans les communautés anicinape avant l'implantation de la Loi sur les Indiens. Actuellement, il est coordonnateur d'ERA (Ententes sur les répercussions et des avantages [entente sur les ressources] pour la Première Nation de Wahgoshig en Ontario (aujourd'hui, Apitipi Anicinapek).

Gonzalo Bustamante

Gonzalo Bustamante est un professeur adjoint en Psychologie communautaire à l'Université de La Frontera au Chili. Il fait de la recherche appliquée et décolonisatrice en collaboration avec les peuples autochtones à l'égard de la gouvernance de leurs territoires. Il est le coordinateur du Groupe de travail du Conseil latinoaméricain des sciences sociales (CLACSO) sur les peuples autochtones et les projets extractifs. Il est associé à plusieurs chaires de recherche tel que le Chilean Scientific Society of Community Psychology, le Centre interuniversitaire d'études et de recherche autochtones (CIERA), Groupe international de travail pour les peuples autochtones (GITPA) et le Pan-American Indigenous Rights and Governance Network (PAIR-GN). Il est membre du Centre d'études et de la promotion des droits de la personne de l'Université de La Frontera.



Accès et droits à la santé et mieux-être



Jessie Messier

Originnaire de Québec, Jessie Messier est diplômée en travail social et membre de l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec. Au sein de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) depuis 2008, elle accompagne les communautés et les organisations des Premières Nations et défend activement leurs intérêts tant au niveau régional que national, notamment en matière d'accès aux services de santé. Elle a entre autres soutenu le déploiement et la mise en œuvre du Principe de Jordan dans les communautés au Québec ainsi que coordonné et participé à plusieurs comités visant l'amélioration de l'accès aux services pour les Premières Nations. Elle occupe présentement le poste de chef d'équipe du secteur de la santé.

Jean-Denis Gill

M. Jean-Denis Gill est membre de la Première Nation des Pekuakamiulnuatsh (Montagnais du Lac-St-Jean). Détenteur d'un Baccalauréat en administration des affaires de l'Université Laval, il a œuvré à titre de directeur général d'organisations communautaires dont la Corporation Médiatique Teuehikan et le Musée Amérindien de Mashteuiatsh. Très impliqué dans le milieu culturel régional, il a siégé de plusieurs années comme président du Conseil régional de la culture – Saguenay-Lac-St-Jean et comme représentant de la société civile à la défunte Conférence régionale des élus Saguenay-Lac-St-Jean. À l'emploi de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations au Québec depuis 2014, il a occupé divers postes dont celui de gestionnaire intérimaire du secteur de la recherche et coordonnateur de projets organisationnels. Impliqué dans le processus de gouvernance en santé et services sociaux depuis 2014. Depuis 1 an il occupe le poste de chef d'équipe du secteur gouvernance dont l'un des principaux mandats et de mener à bien le processus de co-construction d'un nouveau modèle de gouvernance en santé et mieux-être par et pour les Premières Nations au Québec.



Enjeux de protection des droits des femmes autochtones



Suzy Basile

Suzy Basile, anthropologue de formation, est détentrice d'un doctorat en sciences de l'environnement. Elle est professeure à l'École d'études autochtones de l'UQAT, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les enjeux relatifs aux femmes autochtones et directrice du Laboratoire de recherche sur les enjeux relatifs aux femmes autochtones - Mikwatisiw. D'origine Atikamekw, la professeure Basile est membre de diverses organisations autochtones et de plusieurs regroupements de recherche. Elle agit notamment à titre de membre-conseil pour le Groupe de référence sur les bonnes pratiques d'évaluation par les pairs pour la recherche autochtone.

Viviane Michel

Femme innu, femme de culture et de tradition qui porte avec elle la fierté de son peuple. Elle devient militante et activiste dans sa communauté, Maliotenam. Viviane Michel met un point d'honneur à valoriser les pratiques traditionnelles de sa nation et à promouvoir le respect de l'identité et de la culture des nations et des femmes autochtones. Intervenante de formation, elle a travaillé de 2007 à 2012 en tant qu'intervenante pour la Maison communautaire Missinak pour femmes autochtones victimes de violence ou en difficulté en milieu urbain à Québec, ce qui l'a menée à bien comprendre les problématiques liées aux femmes autochtones. Elle a aussi travaillé en santé communautaire pour les ex-pensionnaires dans un programme de Santé Canada pendant 4 ans. En 2012 elle devient présidente de Femmes autochtones du Québec où elle complète 9 ans d'implication.



Enjeux liés à l'enfance et à la famille



Sipi Flamand

Sipi Flamand est présentement vice-Chef du Conseil des Atikamekw de Manawan et candidat à la maîtrise en sciences sociales - études autochtones - à l'Université du Québec aux en Abitibi-Témiscamingue. Il est également danseur de pow-wow, musicien, cinéaste et l'une des personnes derrière le Principe de Joyce, un protocole pour les soins des membres des Premières Nations dans les services de santé de la province de Québec. Pour lui, la transmission des connaissances traditionnelles est essentielle à la sauvegarde de l'identité autochtone et un moyen pour lutter et mieux se défendre face à la société dominante. Dans ses recherches, il mise sur les savoirs politiques et philosophiques d'Atikamekw Nehirowisiw.

Marie-Ève Vollant

Détentrice d'un baccalauréat en psychoéducation, Marie-Ève Vollant a œuvré dans différents milieux au cours de sa carrière : services sociaux, éducation, réadaptation, culture, où elle mettait de l'avant l'importance de connaître les Premières Nations afin de mieux intervenir. Elle a fait partie de différents conseils d'administration et comités, toujours dans le but d'améliorer les relations, les trajectoires et les services pour les Premières Nations. Elle croit beaucoup aux bienfaits du plein air et de la connexion au territoire.



Préservation des langues autochtones



Nancy Wiscutie-Crépeau

La professeure Nancy Wiscutie-Crépeau a poursuivi ses études doctorales en didactique des langues à la Faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa. Sa formation et son expérience de vie l'ont amenée à s'intéresser à la place des langues autochtones en milieu scolaire. Sensible au déclin de ces langues, étant elle-même d'origine anicinape et crie/eeyou, elle travaillera, au cours des deux prochaines années en collaboration avec la communauté de Kitcisakik et une équipe multidisciplinaire en place à la conception d'un programme de transmission de la langue anicinape pour le primaire ainsi que d'un programme d'immersion en langue anicinape en plein air pour les enfants de la maternelle.

Şükran Tipi

Şükran Tipi est linguiste de formation et candidate au doctorat au Département d'anthropologie de l'Université Laval où elle termine une recherche collaborative mise en place avec des représentants de la Première Nation des Pekuakamiulnuatsh, à Mashteuiatsh (Lac Saint Jean, Québec) sur les enjeux de langue et de territoire. Ses intérêts de recherche portent sur les enjeux liés à la revitalisation des langues autochtones du Canada, avec une attention particulière sur la toponymie des langues algonquiennes et les pratiques langagières autochtones actuelles dans une perspective intergénérationnelle. Son implication professionnelle en milieu communautaire et institutionnel autochtone depuis plus de 10 ans l'amène à se questionner sur les défis ontologiques et épistémologiques de la décolonisation. Elle est actuellement associée au Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIÉRA), notamment comme membre doctorante du CIÉRA-ULaval et collaboratrice au CIÉRA-UQO.



Droits et accès à l'éducation



Jo Anni Joncas

Jo Anni Joncas est professeure en fondements de l'éducation au Département de pédagogie de la Faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke. Elle obtient un doctorat en administration et politiques de l'éducation à l'Université Laval en 2018 après lequel elle a réalisé un stage postdoctoral à l'Université d'Ottawa.

Sociologue de formation, elle s'intéresse aux enjeux sociaux de l'éducation entourant les inégalités, la diversité et justice sociale, de l'enseignement professionnel à l'enseignement supérieur. Ses travaux s'inscrivent dans la tradition qualitative et portent notamment sur l'éducation autochtone.

Julie Rock



Madame Julie Rock est une innue originaire d'Uashat mak Mani-Utenam et membre de la communauté innue de Mashteuiatsh. Madame Rock travaille comme professionnelle de recherche pour l'Action concertée sur la sécurisation culturelle au Nord du 49e parallèle pour soutenir la persévérance et la réussite des élèves autochtones et occupe également un poste de chargée de cours au département des Sciences de l'Éducation de l'Université du Québec à Chicoutimi. D'abord bachelière en psychologie et diplômée de 2e cycle en administration publique, Madame Rock est à ce jour Doctorante en éducation du réseau UQAM, constituante UQAC, et son sujet de recherche porte sur l'étude des pratiques de sécurisation culturelle pour soutenir la persévérance scolaire et la réussite d'élèves autochtones dans des programmes de formation professionnelle volet Premières Nations.

Madame Rock détient une forte expérience professionnelle dans le développement et la mise en place des services et programmes destinés aux membres des Premières Nations. Tout au long de sa carrière, Madame Rock a su développer les compétences et les connaissances liées aux domaines de l'intervention sociale, de l'administration et de l'éducation en considération aux enjeux et réalités des Premières Nations.

Enjeux des droits des personnes autochtones en milieu urbain

Widia Larivière



Widia Larivière œuvre depuis plusieurs années dans la défense des droits des peuples autochtones et dans la création de ponts entre Autochtones et allochtones. Elle est la cofondatrice et directrice générale de Mikana, un organisme de sensibilisation sur les réalités des peuples autochtones. Également cinéaste et autrice, elle a coréalisé deux courts-métrages documentaires avec le Wapikoni mobile et a contribué à plusieurs ouvrages. Elle est actuellement cinéaste en résidence chez les Films de l'Autre et collabore sur différents projets cinématographiques et balados qui mettent de l'avant les voix des Premiers Peuples. Auparavant, elle a travaillé chez Femmes Autochtones du Québec et à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Elle a également co-initié la branche québécoise du mouvement Idle No More en 2012. Son engagement lui a valu plusieurs prix et distinctions : elle est notamment colauréate d'un prix Hommage dans le cadre du 40e anniversaire de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec (2015) ainsi que du prix Ambassadeur de la conscience d'Amnistie internationale (2017).

Edith Cloutier

Edith Cloutier est membre de la Première Nation Anicinape. Détentrice d'un baccalauréat en sciences comptables, elle dirige depuis 1989 le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or. Sous sa gouverne, le Centre est devenu un véritable carrefour de services novateurs pour les Premiers Peuples. Fréquentant diverses tribunes nationales et internationales, Mme Cloutier est bien connue pour son engagement au service du mieux-être des Autochtones en milieu urbain. Depuis janvier 2022, elle est membre du comité de transition responsable de mettre sur pied le Conseil national de réconciliation en réponse à des appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation du Canada. Elle a reçu plusieurs prix et reconnaissances dont Chevalière de l'Ordre national du Québec (2006), l'Ordre du Canada (2013) et le Prix de la justice du Québec (2016) pour son engagement dans la défense des droits des Autochtones, son leadership dans la lutte contre le racisme et sa contribution au rapprochement entre les peuples.



Pratiques culturelles et spirituelles



Eruoma Awashish

Eruoma Awashish détient un baccalauréat en arts (interdisciplinaire) de l'Université du Québec à Chicoutimi. Elle a récemment participé à la Biennale d'art contemporain autochtone « Biennale d'art autochtone contemporain » (BACA) et à l'hiver 2017-2018, elle a présenté une exposition au Musée des beaux-arts de Montréal. Sa démarche artistique vise à créer des espaces de dialogue et à faciliter la compréhension de la culture des Premières Nations. Elle a grandi dans sa communauté natale d'Opitciwan; elle a ensuite résidé à Wemotaci, mais son atelier est maintenant basé à Pekuakami (Lac-St-Jean), dans la communauté innue de Mashteuiatsh. Son travail se caractérise par la spiritualité, le symbolisme et le syncrétisme. Elle utilise et détourne des symboles faisant allusion à la religion catholique. Pour elle, c'est un moyen de retrouver sa propre spiritualité. « En rejetant la doctrine et tout le côté institutionnel des religions, la vraie spiritualité émerge. » Avec ces symboles qui s'entrecroisent et s'affrontent, son travail parle à la fois de contraste et de diversité, de dualité et d'équilibre, de blessures et de guérisons.

Laurent Jérôme

Laurent Jérôme a obtenu son doctorat (Ph.D) en anthropologie à l'Université Laval en 2010. Il est directeur du département des Sciences des religions à l'UQAM et professeur associé à l'École d'études autochtones de l'UQAT. Il est également chercheur régulier au Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIÉRA), directeur de la Revue d'Études Autochtones (RÉA) et expert Amérique du Nord au sein du Groupe International de Travail pour les Peuples Autochtones. Ses intérêts de recherche sont, entre autres, l'anthropologie sociale et culturelle, les recherches partenariales, les cosmologies autochtones, la jeunesse, l'éducation et la transmission des savoirs. Il travaille au Québec, principalement avec les Atikamekw et les Innus, ainsi qu'en Amazonie brésilienne.



Le concept de génocide appliqué aux contextes des Peuples autochtones



Fannie Lafontaine

Fannie Lafontaine est avocate, professeure titulaire à la Faculté de droit de l'Université Laval et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux. Elle est membre régulier de l'Institut québécois des hautes études internationales et co-directrice du Centre de droit international et transnational de l'Université Laval. Elle est la fondatrice et co-directrice de la Clinique de droit international pénal et humanitaire, récipiendaire du prix «Hommage aux innovations sociales» de l'Université Laval. Elle est diplômée de l'Université nationale d'Irlande Galway (Ph.D. 2011), avec honneurs de 1st class de l'Université de Cambridge (LL.M. 2004) et avec distinction de l'Université Laval (LL.B.1999). Elle est l'auteure de l'ouvrage *Prosecuting Genocide, Crimes Against Humanity and War Crimes in Canadian Courts* (Toronto: Carswell, 2012), co-auteure de la publication annuelle *Chartes des droits de la personne* (Wilson & Lafleur) et auteure de nombreuses autres publications en droit canadien et international.

Avec Marjolaine Étienne (p. 3)